J'admets que Votre Honneur n'a nullement à s'y conformer. Selon l'article 1 du Règlement, la Chambre des communes du Canada doit, dans la mesure du possible, suivre le règlement de la Chambre britannique, mais nous n'adoptons pas les changements que cette dernière a pu apporter depuis que nous avons reçu notre propre Règlement. Toutefois, ce serait une bonne chose d'étudier avec soin les règlements en vigueur au Royaume-Uni et d'en tenir compte. Je vais vous lire le journal de la Chambre des communes de Westminister daté du 23 juillet 1963, ainsi que le Règlement qui est, je crois, toujours en vigueur:

Il est résolu que, sous réserve des pouvoirs discrétionnaires de la présidence et du droit de la Chambre de légiférer sur toute question,

(1) les affaires non encore jugées ou qui sont encore devant les tribunaux exerçant une juridiction criminelle et les cours martiales ne doivent pas être mentionnées . . .

a) dans une motion (y compris une motion demandant l'autorisation de présenter un bill), ou

b) dans un débat, ou

c) dans une question posée à un ministre, y compris une question supplémentaire;

(2) les affaires non encore jugées ou qui sont encore devant un tribunal civil ne doivent pas être mentionnées . . .

a) dans une motion (y compris une motion demandant l'autorisation de présenter un bill), ou

b) dans un débat, ou

c) dans une question posée à un ministre, y compris une question supplémentaire, à partir du moment où l'affaire a été soumise aux tribunaux ou doit faire l'objet d'un procès . . .

Monsieur l'Orateur, il s'agit là je crois de mots importants mais à la Chambre britannique, pour les poursuites au civil, la présidence a le droit d'interdire de poser des questions ou d'interdire les délibérations à la Chambre concernant une affaire civile à partir du moment où l'affaire a été soumise aux tribunaux ou doit faire l'objet d'un procès. On remarquera qu'un peu plus loin il est dit que si une affaire a été réglée, la Chambre a de nouveau le droit de poser des questions jusqu'à ce qu'il y ait appel, au quel cas ce droit est de nouveau suspendu.

Monsieur l'Orateur, tel est l'usage en Grande-Bretagne et je pense pas qu'il soit très différent des décisions rendues par d'autres orateurs, en particulier le prédécesseur de Votre Honneur, M. Lamoureux. En 1971, une affaire semblable a fait l'objet d'un long débat à la Chambre. Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) ainsi que d'autres, dont le représentant de Halifax de l'époque et moi-même, étaient en cause. Il s'agissait d'une affaire qui avait pris une certaine importance car le gouvernement avait refusé d'effectuer des paiements qu'il était tenu de faire aux termes de la loi sur les réserves provisoires de blé, et nous avions soulevé cette question à la Chambre. Certains résidents de la Saskatchewan avaient saisi les tribunaux de l'affaire pour obliger le ministre des Finances et le gouvernement à effectuer les paiements prévus aux termes de la loi sur les réserves provisoires de blé.

On avait tenté de poursuivre le débat d'une certaine mesure législative. Le député de Winnipeg-Nord-Centre avait alors invoqué le Règlement, en prétendant que le débat de cette mesure ne pouvait se poursuivre tant que l'affaire était devant les tribunaux. Je suis certain que Votre Honneur a eu l'occasion de lire cette décision mais je vais faire consigner au compte rendu, pour la gouverne des députés uniquement, certains arguments avancés par l'Orateur, M. Lamoureux, et consignés dans les Journaux de la Chambre en date du 4 octobre 1971. M. Lamoureux avait mentionné le précédent que constitue le commentaire 149(c) de la quatrième édition de Beauchesne, qui stipule:

L'usage, tant en Angleterre qu'au Canada, veut qu'un député prenant la parole s'abstienne de faire allusion à toute affaire pendante devant les tribunaux.

L'Orateur, M. Lamoureux, avait ensuite déclaré:

L'expression «pendante devant les tribunaux» signifiait que la cause avait été entendue au complet et que le tribunal allait rendre une décision sous peu, et que, en pareil cas, les discussions à la Chambre ne pourraient être interprétées comme influant ou visant à influer sur la décision du tribunal.

Puis il avait ajouté:

Une affaire, pendant qu'elle est soumise au jugement d'une cour de justice, ne devrait pas être portée devant la Chambre, ni au moyen d'une motion, ni autrement. Cette règle ne s'applique pas aux bills.

M. Lamoureux avait poursuivi en disant qu'à son avis, la simple émission d'un bref ne rendait pas exécutoire cette règle de façon à priver un député de son droit de poser une question ou de poursuivre un débat à la Chambre. Je tiens à dire aux députés, par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit là d'une interprétation très juste et raisonnable de la loi, telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être. Si l'on cherche à empêcher un député de poser des questions simplement en émettant un bref, je crois que nous ouvrirons la voie à d'énormes abus.

Lorsque par exemple un député a procédé à la recherche d'informations ou à une enquête sur la conduite d'une personne physique ou morale, cette dernière n'aurait qu'à intenter des poursuites contre le député, une simple action en recouvrement de créances ou que sais-je. Appliquer la règle dans ce sens, ce serait entraver l'action des députés, violer de façon très grave leur droit d'exercer le mandat confié par leurs commettants au nom de la population tout entière. La Chambre devrait donc appliquer la décision rendue par M. Lamoureux alors qu'il était Orateur, ainsi que les propositions énoncées dans le rapport que les Communes britanniques ont incorporé à leurs règlements.

Mais ce n'est pas tout. J'ai une longue liste de précédents, en la forme non pas de décisions mais de cas où des questions ont pu être posées sans aucune protestation. Le 9 juillet 1973 un point a été soulevé ici par moi-même et par le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) au sujet des projets des coopératives étudiantes, d'un rapport de la Société centrale d'hypothèques et de logement et de certaines accusations lancées contre les méthodes d'adjudication de la SCHL. Il s'agissait des dépositions faites par une des parties à un procès en cours à Toronto. Une des parties avait affirmé en preuve que des irrégularités se commettaient à la SCHL dans l'adjudication des marchés. Sur la foi des documents en notre possession, j'ai déclaré ces irrégularités inadmissibles et peut-être même passibles de poursuites criminelles. J'ai posé des questions, comme d'ailleurs le député de Calgary-Nord et d'autres députés, sans que personne ne conteste notre droit de poser ces questions ou d'en recevoir la réponse.